Cyrille Cormier, 2020, Climat. La démission permanente, Paris, éditions Utopia, 216 pages.

Bruno Villalba

▶ **To cite this version:**

Bruno Villalba. Cyrille Cormier, 2020, Climat. La démission permanente, Paris, éditions Utopia, 216 pages.. Développement durable et territoires, 2021, Vol. 12, n°2, 10.4000/developpement-durable.19484 . hal-03665359

HAL Id: hal-03665359

https://agroparistech.hal.science/hal-03665359

Submitted on 11 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Développement durable et territoires
Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 12, n°2 | Novembre 2021
Modes d'habiter et sensibilités environnementales émergentes : quels enjeux pour la qualité de vie ?

Cyrille Cormier, 2020, *Climat. La démission permanente*, Paris, éditions Utopia, 216 pages.

Bruno Villalba

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/developpementdurable/19484
DOI : 10.4000/developpementdurable.19484
ISSN : 1772-9971

Éditeur
Association DD&T

Référence électronique
Bruno Villalba, « Cyrille Cormier, 2020, *Climat. La démission permanente*, Paris, éditions Utopia, 216 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 12, n°2 | Novembre 2021, mis en ligne le 10 novembre 2021, consulté le 11 novembre 2021. URL : http://journals.openedition.org/developpementdurable/19484 ; DOI : https://doi.org/10.4000/developpementdurable.19484

Ce document a été généré automatiquement le 11 novembre 2021.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Cyrille Cormier, 2020, *Climat. La démission permanente*, Paris, éditions Utopia, 216 pages.

Bruno Villalba

1 Dans une courte préface édifiante, le spécialiste des questions géopolitiques d'environnement, François Gemenne rappelle le décalage criant entre les engagements pris (et non réalisés) et les discours politiques. Il insiste sur le rôle symbolique de la France, qui serait dotée d'une capacité d'influence à l'échelle internationale, et qui

n'utiliserait pas assez ce potentiel pour peser sur l'évolution de la politique climatique mondiale.

2 Cyrille Cormier entend pour sa part interroger les raisons de cette indifférence des cercles dirigeants politiques, et au premier chef, celle des présidents de la République. C. Cormier est un ingénieur spécialiste des politiques énergétiques et climatiques et un militant écologiste (notamment chez Greenpeace). Sa proximité avec les cercles dirigeants l'amène à faire ce constat sans nuance : « *non seulement les dirigeants français n'ont intégré ni la réalité ni les causes ni l'ampleur des impacts du changement climatique dans leurs politiques, mais ils ont agi avec cynisme, installant vis-à-vis des Français une communication trompeuse, en décalage avec leurs actions et leurs résultats.* » (p. 16). La démonstration se focalise sur les présidents de la République du XXI^{e} siècle. Cela soulève la question de la responsabilité rétrospective (ce qui a été fait et par qui), ainsi que de la responsabilité différenciée (Dugast., Soyeux., 2019). Le livre s'intéresse précisément, vu l'urgence et l'importance des moyens à mobiliser, sur le rôle de l'État. Cinq parties rythment la démonstration : *La révélation, L'esquive, L'illusion, La démission et La rupture*. Les intitulés rendent clairement compte des principales étapes qui éclairent progressivement sur l'incapacité institutionnelle de l'État et de ses dirigeants à prendre la mesure de l'ampleur de la crise climatique. Le livre se présente comme une rigoureuse reconstitution des principales étapes historiques de ces politiques climatiques et de leurs mises à distance par les Présidents.

3 La révélation s'installe à cause de la matérialisation concrète des effets du réchauffement climatique sur le territoire national. Désormais, ce n'est plus une cause exotique, mais locale, tangible, durable. Cela concerne la flore et la faune, mais aussi cela comporte un coût humain (p. 31-33), notamment en termes de santé (espèces invasives, covid-19 trop rapidement traitée). Les connaissances scientifiques s'affinent et deviennent plus précises (cartographie, prévisions, etc.). Selon lui, les contestations s'amplifient. Mais l'amplification est relative : d'un côté, certaines luttes son plus visibles, mais d'un autre côté, l'ambivalence des attitudes à l'égard de la mobilisation environnementale demeure (Villalba, Ollitrault 2012 : 716-723) ; on peut être concerné mais pas nécessairement se mobiliser (Koschmieder *et al.*, 2019) et encore moins contester (Subra, 2017 : 11-30). Par ailleurs, l'auteur n'interroge pas les contradictions dans ces mobilisations – comme pour les Gilets Jaunes –, ou bien encore toutes celles qui considèrent que « l'environnement, ça suffit ». Pourtant, les interventions tonitruantes du Président Jacques Chirac, à partir de 2002, sur l'urgence à agir auraient marqué un tournant : le signe d'une prise de conscience au plus haut niveau de l'État. Bien sûr, il y a eu quelques lois sur la question climatique, il y a eu la charte de l'environnement... Mais pas de changements substantiels, en profondeur. Et depuis, « *Tous [les successeurs de Chirac] ont fidèlement rejoué la scène de l'épiphanie climatique* » (p. 51), en procédant à un « *activisme climatique de façade* » (p. 217). Qu'ils soient de droite ou de gauche, ou d'ailleurs, qu'ils soient de générations différentes, la question climatique reste périphérique...

4 L'art de *L'esquive* : il faut bien parler d'un véritable art, tant l'auteur nous montre l'ingéniosité de ces décideurs pour contourner la priorité climatique. Un petit bréviaire de l'évitement : comment à ce point ignorer plusieurs décennies de connaissances avérées des sciences du climat (que l'auteur rappelle avec clarté) ? Comment faire fi des critiques récurrentes du modèle économique (chapitre 4), qui, depuis plus de cinquante ans, mettent en évidence les contradictions mortifères de notre modèle de

« développement » productiviste et consumériste ? Comment à la fois s'associer aux négociations internationales sur le climat et maintenir des politiques en contradiction sévère avec les généreux discours prononcés dans ces instances (chapitre) ? L'auteur décrit ces abrupts mécanismes de dissonances cognitives (« *le décalage des présidents français* » p. 89-90) qui frappent chacun de ces présidents (et leurs entourages)...

5 Comment se construit *L'illusion* ? D'abord, en rappelant de manière simple et précise les principales caractéristiques techniques de ce réchauffement (chapitre 6). Puis en précisant quelques résultats du bilan des politiques jusqu'ici entreprises (chapitre 7) : et sans surprise, ils ne sont pas à la hauteur de la dégradation du climat, et, pire encore, ils ne sont même pas au niveau des engagements pris ! Même si les résultats français ont freiné la dégradation (p. 126-129), on est encore loin des objectifs des derniers accords signés. D'autant plus que certains facteurs ne sont pas de la responsabilité des acteurs publics (désindustrialisation, crise financière...). Et enfin, en montrant comment ces Présidents construisent une illusion de leur action (chapitre 8). Ainsi, comme des marionnettistes, ils manipulent des cautions médiatiques (comme « *l'honnête et naïf* » Nicolas Hulot : 144) ou des dispositifs de débat public (du Grenelle de l'environnement à la Convention citoyenne). Plus préoccupant, ils légitiment un « *détricotage* » insidieux, mais constant des quelques mesures prises pour lutter contre le climat (p. 155-168 – pages très documentées, solides dans l'argumentaire). C. Cormier met clairement en évidence la principale versatilité des élus : remettre en cause ce qui pourrait, à travers la loi, permettre une inflexion significative de nos politiques. Mais ce détricotage se fait toujours au nom de la compétitivité économique de la France et afin d'anticiper sur le mécontentement des Français...

6 Mais l'auteur va encore plus loin, puisqu'il estime qu'il s'agit d'une véritable *Démission*. On s'arrange avec les données, on externalise une partie de notre responsabilité (Chapitre 9), on préfère trouver d'autres responsables – Trump ou la Chine (Chapitre 10) – en mettant sous silence les accords économiques, la montée en puissance des échanges, les flux de matière et de ressources qui ne cessent d'augmenter avec ces « ennemis du climat ». Pour Cormier, nous avons connu et nous connaissons une succession de démissions, s'adossant à chaque fois à de nouvelles justifications (la crise économique de 2008, la pandémie de la Covid-19), pour ne pas infléchir les politiques structurelles. Changer de projet économique n'est toujours pas une priorité... Et si, parfois, on tente de concilier économie et environnement, c'est surtout pour promouvoir les vieilles recettes (l'innovation technologique, la relance d'une consommation plus verte...) (Chapitre 11).

7 Il est donc temps pour C. Cormier de proposer quelques éléments d'une *Rupture*. Car, « *il faut désormais agir vite, très vite.* » (p. 215) et élaborer une politique de rupture (Chapitre 12) – que l'auteur appelle de ses vœux plus qu'il n'en définit les contours précis et les priorités. Il serait pourtant nécessaire de « *changer le moteur de l'économie* » (Chapitre 13). L'auteur propose quelques pistes classiques, qui vont de la promotion d'un « *nouveau projet industriel* », de la réorganisation des conditions de conception et de production des produits, de leur pérennité, en passant par la valorisation de la proximité, de la maîtrise de la demande énergétique... Cela suppose aussi de mettre en place d'autres outils de régulation (comme la fiscalité). Enfin, cela nécessite de transformer profondément les secteurs d'activités les plus polluants (agriculture, bâtiments, infrastructures...). Mais ces orientations ont des conséquences sur l'organisation du travail, des relations sociales, des politiques redistributives, etc.

C'est dommage qu'on n'évoque pas les modalités de conciliation entre certaines espérances nées de la promesse de l'abondance avec les orientations de modération (la question de la sobriété est curieusement absente de ces orientations) proposées par l'auteur. Enfin, l'auteur appelle à une mue des politiques ! Car tout cela ne sera pas possible sans un renouvellement de la pratique politique au sein de l'État (Chapitre 14). Et d'invoquer la nécessité de produire un nouvel élan politique, qui mettrait enfin en tête de gondole électorale la question climatique. Il y a lieu d'opérer trois mutations « profondes » : cesser de construire les politiques publiques autour de la défense du PIB ; rendre transparentes les décisions en matière environnementale (et éviter des fiascos comme celui de la taxe carbone) et élaborer des alternatives aux contraintes fiscales ; élargir les bases de la culture du pouvoir, par une approche diversifiée et pluri-disciplinaire.

8 Pour terminer, revenons au cœur de la problématique du livre. Ces présidents sont-ils seulement « *immatures* » (p. 103) ou acteurs conscients de cet évitement ? Cela pose la question de l'intentionnalité de ces acteurs – qui ne peuvent plus en aucun cas se prévaloir de leur ignorance (même si tous, jusqu'à Macron ont mobilisé cet argument !). Qu'il y ait une « *stratégie de communication politique* » (p. 139), plus « *de symbolique que d'action* » (p. 140), c'est une évidence. Mais il est dommage que l'auteur, qui décrit si bien par le menu les formes de ce décalage, ne prenne pas toujours le temps de s'interroger les soubassements idéologiques (voir anthropologiques) de cette inaction. Ce qui permettrait sans doute de produire une réflexion plus profonde sur les conditions d'une transformation des représentations et des actions de ces décideurs. Même si c'était là la focale du livre, il est dommage que cette personnalisation occulte le principe de représentation que ces élus incarnent. Ils ont été élus directement par une majorité de Français, et ils représentent donc aussi les valeurs de ces électeurs. Autrement dit, à force d'insister sur la responsabilité des élus, le discours participe d'une minimisation de la responsabilité des électeurs/consommateurs. Attribuer la responsabilité à un représentant (fût-il le premier d'entre eux) ne peut suffire à dédouaner l'ensemble des représentants, mais aussi des électeurs qui ne conditionnent pas prioritairement leur vote à partir de la question climatique... Prendre prétexte de cette personnalisation pour interroger cette communauté de vue qui frappe à la fois les élites politiques, mais aussi économiques (« *Les industriels en question* » p. 177-180), financières (« *L'impact de la Finance* », p. 207-209) et bien souvent aussi, de l'administration (« *L'univers étroit de l'administration française* » p. 248-252) et on rajoutera des universitaires (absents du livre) !

BIBLIOGRAPHIE

Dugast C., Soyeux A. (dir), 2019, *Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'État face à l'urgence climatique*, Rapport Carbone 4, 21 pages.

Koschmieder A., Brice-Mansencal L., Hoibian S., 2019, *Environnement : les jeunes ont de fortes inquiétudes mais leurs comportements restent consuméristes*, Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, n° CMV308.

Subra P., 2017, « De Notre-Dame-des-Landes à Bure, la folle décennie des "zones à défendre" » (2008-2017) », *Hérodote*, n° 165, p. 11-30, https://doi.org/10.3917/her.165.0011.

Villalba B., Ollitrault S., 2012, « Sous les pavés, la Terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011) : entre contestations et expertises » in Tartakowsky D, Pigenet M. (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris, La Découverte, p. 716-723.

AUTEUR

BRUNO VILLALBA

Bruno Villalba est professeur des Universités de Science politique à AgroParisTech. Il est membre de Printemps (UVSQ – CNRS UMR). Il dirige le Master Gouvernance de la transition, écologie et société (Paris-Saclay/AgroParisTech) et co-dirige la formation Science Politique Écologie et Stratégie (AgroParisTech). Il est membre du comité de rédaction de la revue Développement durable et territoires.